

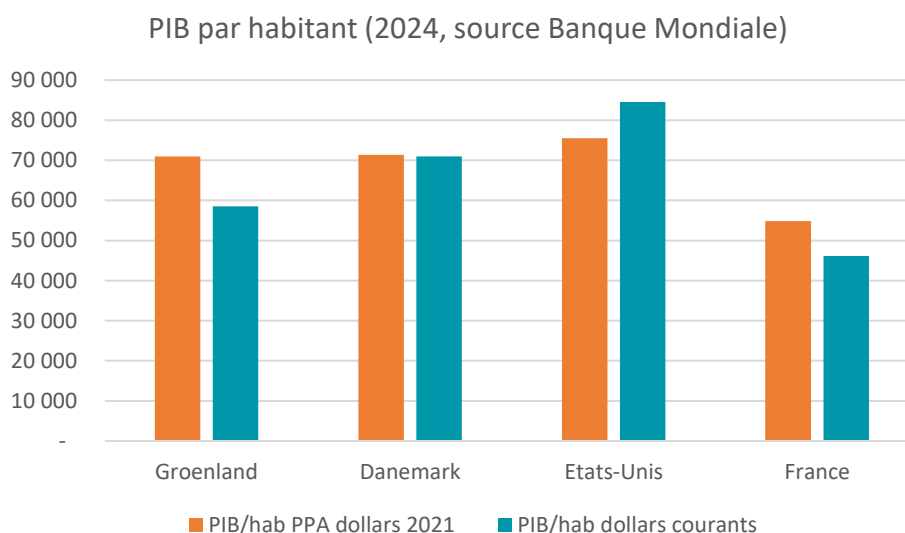
Les Groenlandais n'ont aucun intérêt économique à rejoindre les États-Unis

Synthèse

Les Groenlandais sont majoritairement hostiles à l'idée de rejoindre les États-Unis¹ et, d'un point de vue strictement économique, ils ont probablement raison. En effet, ils jouissent déjà d'un niveau de PIB par habitant élevé, comparable à celui des États-Unis. Surtout, l'économie locale est très largement dépendante de l'emploi public et de transferts depuis le Danemark. Or, Donald Trump a clairement affiché, avec le DOGE, sa volonté de tronçonner dans toutes les dépenses publiques. Face à cette menace, les paiements envisagés par les responsables américains de 10 000 à 100 000 dollars pour convaincre les Groenlandais de rejoindre les États-Unis seraient une maigre compensation. Quand on est dépendant de transferts publics, il vaut mieux dépendre de la solidarité danoise qu'américaine.

1. Les Groenlandais bénéficient déjà d'un niveau de développement économique élevé

Le niveau de vie moyen des Groenlandais, mesuré en termes de PIB par habitant, est supérieur à celui de la France, comparable à celui du Danemark, et légèrement inférieur à celui des États-Unis : en 2024, le PIB par habitant était de 71 000 dollars au Groenland (PPA en dollars de 2021²), de 71 400 dollars au Danemark, de 75 500 dollars aux États-Unis et de 54 800 dollars en France³. Si le Groenland devenait américain, il ne serait pas rattaché à un pays sensiblement plus développé, puisque le Danemark compte déjà parmi les pays les plus riches au monde.



¹ https://www.franceinfo.fr/monde/groenland/les-groenlandais-ne-veulent-pas-etre-americains_7734520.html

² Les mesures en parité de pouvoir d'achat sont plus proches du niveau de vie réel de la population que celles en dollars courants

³ Banque Mondiale

2. La politique économique de Donald Trump est contraire aux intérêts des Groenlandais

Le Groenland bénéficie de subventions massives du Danemark, et dans une moindre mesure de l'Union européenne. En 2023, les fonds transférés par le Danemark se sont élevés à 556 millions d'euros, soit environ la moitié des revenus du gouvernement et 20 % du PIB groenlandais. Il faut ajouter à cette somme 204 millions d'euros apportés par le Danemark pour financer les services régaliens (police et défense notamment) et 17 millions d'euros de subventions européennes⁴. En conséquence, une très large partie de l'économie groenlandaise dépend de l'argent public danois, les revenus des habitants sont fortement tributaires du soutien public et le secteur public représente plus de 40 % des emplois locaux⁵.

Donald Trump affiche ouvertement son désir de couper dans la dépense et l'emploi public, qui représente la colonne vertébrale de l'économie groenlandaise. Une des premières mesures de Donald Trump a été de créer le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) qui, sous la direction d'Elon Musk, visait à couper à la tronçonneuse dans l'emploi public. Si le DOGE a été dissous à l'automne 2025 et si ses résultats restent incertains (notamment du fait de l'opacité qui a entouré son action⁶), l'objectif de Donald Trump est clair : couper massivement dans l'emploi public et les aides diverses (aide humanitaire à l'étranger et aides sociales diverses aux États-Unis⁷).

Le Groenland, en tant que territoire lointain, faiblement peuplé et au climat inhospitalier, dépend nécessairement des subventions pour maintenir un niveau de vie similaire à celui des pays développés. La pêche, qui représente 97,8 % des exportations du Groenland, est la seule activité économique notable du territoire⁸. Le tourisme et l'exploitation minière, les deux autres activités groenlandaises, demeurent faiblement développées. Sans subventions massives, l'économie locale s'effondrerait. Le Groenland n'a donc aucun intérêt de rejoindre les États-Unis, dirigés par un président dont la ligne directrice consiste à couper à la tronçonneuse dans l'emploi public qui maintient l'économie locale à flots.

Face à cette menace de coupe massive dans les aides publiques, l'intérêt d'un rattachement aux États-Unis demeure vague. Donald Trump caresse l'idée d'exploiter les ressources minières locales, mais les conditions climatiques rendent la rentabilité de cette activité incertaine (sans quoi les Danois et les Groenlandais y auraient déjà pensé). L'amateurisme de Donald Trump dans sa gestion du pétrole vénézuélien n'est pas de nature à rassurer les Groenlandais en la matière⁹. L'idée de responsables américains de verser de 10 000 à 100 000 dollars à chaque habitant du Groenland¹⁰ pour les inciter à rejoindre les États-Unis n'est pas de nature à compenser les risques pris sans garantie crédible du maintien de subventions durables. Même 100 000 dollars par habitant seraient une maigre compensation si

⁴ https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/769527/EPRS_BRI%282025%29769527_EN.pdf

⁵ <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/public-sector-size-by-country>

⁶ <https://www.theguardian.com/technology/2025/dec/30/elon-musk-doge-impact-us-government>

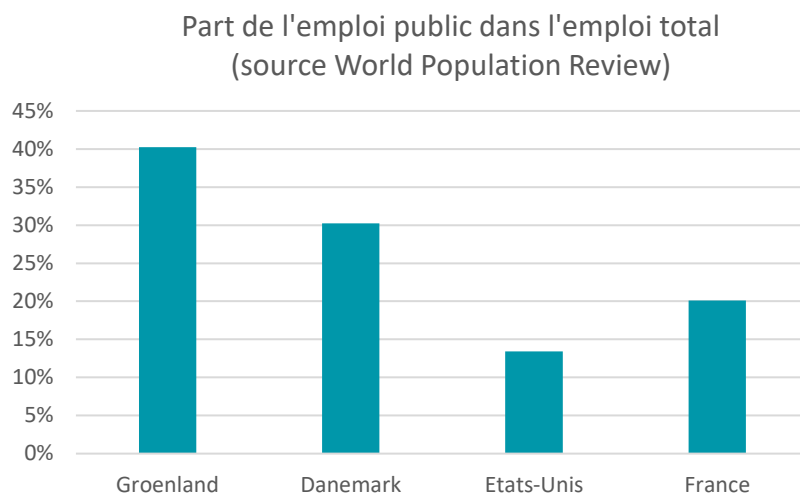
⁷ <https://www.theguardian.com/us-news/2026/jan/08/trump-billions-social-funds-programs>

⁸ https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/769527/EPRS_BRI%282025%29769527_EN.pdf

⁹ <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/appelee-par-trump-a-investir-au-venezuela-lindustrie-du-petrole-se-montre-moderement-enthousiaste-2208838>

¹⁰ <https://www.reuters.com/world/europe/trump-administration-mulls-payments-sway-greenlanders-join-us-2026-01-08/>

Donald Trump coupait dans l'emploi public, plongeant le Groenland dans la récession et le chômage de masse.



16 janvier 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

